

RDC : le coltan était donc propre ?



MWIZA

JUL 16, 2026



4



2

Il y a quelques semaines, Human Rights Watch et Global Witness publiaient de concert des rapports accablants contre le Rwanda. Reprises médiatiques en cascade, préparation de nouvelles sanctions & même d'une plainte à la CPI : la séquence n'est pas sans rappeler [le naufrage de Rwanda Classified](#), cette [enquête coordonnée par Forbidden Stories](#) dont les ressorts néocoloniaux ont déjà été dénoncés. Invoquant tantôt le groupe des « experts » de l'ONU, tantôt leurs propres investigations - de sources ne peuvent être révélées, car cela « leur ferait courir un grave danger » -, les rapports laissent entendre que le Rwanda, via un M23 interposé, serait l'auteur de crimes innommables.

La narration est désormais rodée : à chaque geste du Rwanda post-génocide, accablé d'une « rébellion congolaise violente et téléguidée ». On reconnaît là le prolongement direct de [l'idéologie hamitique](#), qui prête au « Rwanda des leaders Tutsi » - formule tenante d'une lecture racialisée et coloniale de la région - des velléités naturelles de conquête et d'extraction sur les terres voisines, et des stratégies par essence masquées et rampantes.

Thanks for reading! Subscribe for free to receive new posts and support my work.

Subscribe

Au menu des méfaits reprochés : enrôlement forcé d'enfants soldats, sévices sur prisonniers de guerre, massacres d'une ampleur telle qu'ils appelleraient la qualification de génocide. Nul besoin de franchement nommer ce « génocide » ou il suffit d'aligner les éléments de langage. France 24 écrit ainsi que « beaucoup d'abus, s'il était démontré qu'ils ont été perpétrés dans le cadre d'une attaque

généralisée ou systématique contre une population civile, constitueraient également des crimes contre l'humanité ». [La théorie du double génocide](#), obsession des adversaires du Rwanda, se réinvente à chaque décennie, contre l'avis quasi unanime des survivants, des témoins et de la recherche académique sur les génocides du XX^e siècle.

Le pillage des minerais, ou la disparition de toute nuance

Les incriminations récentes se déplacent sur le pillage des minerais congolais. Et le bon sens le plus élémentaire s'éclipse. De Microsoft à Apple, d'Amazon à Sony, de Nvidia à LG Display, d'Ericsson à Toyota, des multinationales pesant des milliards fourniraient toutes grâce au machiavélique Rwanda. Exit la responsabilité des élites congolaises, des négociants chinois, belges, canadiens, américains ou suisses. Recette classique de l'idéologie moderne telle que décrite par l'école de Francfort : coupable unique et un mécanisme simple pour des problèmes historiques, systémiques et multi causaux.

La démonstration a beau être grossière, le fond pose d'autres problèmes. La RDC produit 15 % du coltan mondial, depuis des décennies. Or ce sont les FDLR - leurs descendants et alliés directs des génocidaires Hutu de 1994, exilés après leur défaite face au Front Patriotique Rwandais - qui l'ont gérée ou cogérée avec l'armée congolaise durant près de trente ans. **Trente ans durant lesquels cette mine fut : toujours et toujours les mains des ennemis existentiels de ceux que l'on accuse aujourd'hui.**

D'où la question : comment expliquer que, depuis la reprise de cette région par le FPR rwandais à la mi-2024 - date admise par les ONG elles-mêmes -, toute l'industrie de la tech retrouve soudain reliée au financement de cette rébellion, **quand nul ne s'est jamais indigné de près de trente ans d'exploitation par des génocidaires Hutu ?** Quels mécanismes politiques, idéologiques et narratifs déplacent ainsi l'indignation mondiale vers ceux qui luttent effectivement contre l'idéologie génocidaire ?

Précisons ce qu'est le M23 : un mouvement congolais, dont le programme anti-génocidaire le rapproche idéologiquement du FPR rwandais, sans que cela n'annule son existence propre, ni l'identité congolaise de ses leaders. Les populations dites

Tutsi - Hamitiques furent visées par la idéologie de mort à travers les frontières factices et coloniales de la région Est Africaine ; avant pendant et après le génocide contre les Tutsi. Le FPR n'est donc pas la seule formation s'étant historiquement opposée aux origines et conséquences du projet de génocide du Hutu Power rwandais.

Quant aux FDLR, il faut le marteler : ce ne sont pas un énième groupe armé africain dû par l'appât du gain et un simple tribalisme. Ils ont importé et renforcé au Kivu toute l'horreur du génocide contre les Tutsi, son idéologie et ses pratiques, sous les yeux d'une communauté internationale méfiante *a priori* envers les libérateurs du Rwanda qui analyse la sous-région à l'aune d'un comode et négrophobe « ils sont tous dangereux les uns que les autres ».

Le rapport Gersony, matrice d'une inversion

Depuis trois décennies, les « experts » onusiens poursuivent le travail de sape initié par le rapport Gersony. Consultant du HCR, Robert Gersony conclut après cinq semaines d'enquête que le Front Patriotique Rwandais se serait rendu coupable de « massacres « généralisés et systématiques » de civils Hutu - trente mille morts estimés. Or, comme l'a montré le chercheur Jean-Paul Kimonyo dans [*Transforming Rwanda*](#), les accusations étaient invérifiables. Le représentant spécial de l'ONU, Shaharyar Khan notait lui-même que la description de Gersony « allait à l'encontre non seulement des politiques affichées par le gouvernement, mais aussi des rapports que nos observateurs nous avaient transmis ». Les missions dépêchées sur les sites identifiés - dont une équipe canadienne restée trois semaines - n'y trouvèrent ni les fosses communes décrites, ni le moindre témoin. Sur l'un des lieux, un médecin établit qu'un massacre avait bien eu lieu, mais commis par un maire extrémiste Hutu opérant dans l'ancienne Zone Turquoise. Le mot de Khan résume tout : « **La description des événements par Gersony s'est avérée correcte, mais les identités ethniques des auteurs et des victimes avaient été inversées.** »

Cette inversion est le mécanisme même de la collusion idéologique. Le rapport n'a jamais été publié ; il n'en remplit pas moins sa fonction, et son schéma fut reproduit périodiquement par d'autres « experts » onusiens jusqu'à nos jours.

Ceci sera rapidement effacé des mémoires collectives, balayé d'un revers de main par l'ONU et ses ONG satellites complices d'organisations génocidaires ? Complotistes oubliera même au passage que l'ONU laissa le gouvernement rwandais génocidaire épaulé par la France, siéger au Conseil de sécurité, et ce en plein génocide en 1994.

Ce que montrent les archives

Heureusement, internet a la mémoire longue. Quelques productions ont échappé à la boucle incestueuse ONU-HRW-Reuters-RFI-(France 24). Deux méritent qu'on s'y arrête.

En 2007, treize ans après le génocide, une équipe française prend le risque de se rendre dans les zones stratégiques de l'Est du Congo - démarche rare, car ces journalistes gagnent réellement les mines au lieu de simplement reporter depuis Kinshasa ou Goma en interrogeant une population saturée de théories anti-Tutsi. Leur documentaire, [*Coltan : le minerai de sang – du sang dans nos portables*](#), reste disponible sur YouTube.

Passé les trois premières minutes, on découvre le dernier barrage des Forces armées de la RDC avant le territoire FDLR. Les soldats de l'armée officielle le reconnaissent, s'entendent avec les miliciens génocidaires, se saluent quand ils se croisent. Plus l'équipe s'approche du camp des chefs FDLR, plus se multiplient les images de civils transportant sous des sacs de minerais. Un milicien assure : « Tout est calme ici. »



Coltan : le minerai de sang

La voix off rappelle, implacable, que ces FDLR viennent du Rwanda, qu'ils sont là depuis treize ans, et que « dès qu'on évoque les miliciens, les bouches se ferment », précise le journaliste, les *Interahamwe*, auteurs du génocide contre les Tutsi en 1994.

L'équipe poursuit en caméra cachée. Des civils décrivent l'abondance du minerai et la pression des miliciens FDLR sur l'extraction. Repérés, les journalistes sont chassés du territoire, filmant hommes, femmes et enfants s'enfuyant en courant, leurs sacs sur le dos - avant de subir, au checkpoint FARDC, une seconde taxe. Plus tard, dans une mine tenue par l'armée, où les soldats les ont eux-mêmes conduits, des enfants creusent ; quinze ans, dit le narrateur. À Mumbi, le chef de village Anatole raconte que les FDLR qui viennent voler et tuer, jusqu'à ce qu'il monte « une petite garde armée ».



Coltan : le minerai de sang

À Bukavu, capitale du Sud-Kivu et plaque tournante des minerais, on filme les routes aériennes reliant la ville aux villages d'extraction FDLR : deux mille dollars le voyage, risques de crash et d'attaques compris. À l'intérieur, des sacs de coltan d'une valeur d'environ 80 000 dollars, étiquetés d'une destination, jamais d'une origine.

C'est là que le film touche au cœur d'un autre brûlant sujet. Christine y aide les femmes violées « à de multiples reprises » par les rebelles Hutu. Les survivantes

témoignent, nombreuses : esclaves sexuelles enlevées, hommes kidnappés pour les mines. « Quand tu es trop fatiguée, ils t'égorgent, et la vie se termine comme ça. » Cette phrase, à la 21 min 49 : « Le viol est ici une arme de destruction massive » - formule que le Dr Mukwege s'appropriera par la suite. On songe à [l'enquête de N. Quillard](#) sur la « machine Panzi » : ces associatives de la première heure dépossédées de leur savoir, de leurs structures et jusqu'à leurs mots par le prix Nobel. Nous sommes en 2007, quelques années avant l'explosion médiatique construite par Paris, Bruxelles et Washington autour d'un homme, Mukwege, explosion qui servira aussi à retourner l'ensemble de ces témoignages de crimes Hutu contre le Rwanda post-génocide Rwanda "des Tutsi" et son présumé proxy, le M23.

Christine et les survivantes ne laissent pourtant planer aucun doute sur l'identité des agresseurs. Au Congo, les FDLR commettent des « viols de quarante hommes sur une femme », des « rituels sur les vieilles femmes, les bébés » ; « même les petits garçons ne sont pas épargnés » ; « **on nous introduit des baïonnettes, des bâtons** ».

L'abbé Jean-Bosco confirme : « Des femmes sont éviscérées », des têtes d'enfant plantées dans le sol. C'est d'ailleurs à Christine que le quotidien suisse *Le Temps* donnera la parole, l'année suivante, sous le titre « Au Congo-Kinshasa, le viol comme arme de destruction massive » - où elle attribue sans ambiguïté la majorité des viols du Sud-Kivu aux miliciens Interahamwe réfugiés depuis 1994, et rappelle qu'ils obligent aussi fils et mères, et pères à l'inceste sous peine d'une balle dans la tête.

La séquence de Bukavu s'achève sur ces petites compagnies aériennes travaillant en petits groupes : le spectateur lit « Membre du groupe Bolloré » sur l'une des maisons du coltan, tandis que la voix off note que « certains groupes sont français ».



Le basculement idéologique

Jusque-là, images et témoignages se suffisaient. Tout bascule à la 26^e minute, à G où l'équipe rencontre le CNDP, rébellion majoritairement Tutsi congolaise et fut M23. Accueil ouvert, visite du camp - pendant que la voix off déroule les accusations internationales contre Laurent Nkunda, lequel parle de sa foi religieuse et de la menace existentielle que représentent les génocidaires Hutu. De cette séquence : aucun minéral, aucun enfant creuseur, aucun villageois fuyant ou même apeuré. soldats jouent au volley en souriant. Une ancienne maï-maï explique son changement d'allégeance. Quelques prisonniers Hutu, en bonne santé, trop jeunes pour avoir participé au génocide, sont filmés.

Le plus révélateur, ce sont les efforts déployés pour fabriquer l'équivalence prôné depuis Paris et Bruxelles entre FDLR et CNDP. Faute d'images, on *suggère* que le CNDP « profiterait lui aussi du trafic ». L'équipe finit par trouver quelques hommes prêts à le dire - après avoir demandé « qu'est-ce qu'il y a pour nous ? ». À court d'éléments, les journalistes se tournent vers l'ONU et sa porte-parole Sylvia Van Wildenberg, le visage déformé par une rage dirigée - non contre les FDLR - mais contre Nkunda : « Il y a des enfants, il les cache, ses commandants les cachent ! » Leurs ressources, ce sont les minerais ! » - sans la moindre preuve, alors que le C

tout montré, face caméra. Un autre responsable onusien évoque plus tard l'objectif « faire plus, avec les FARDC », pour « rétablir l'autorité de l'État ». Ces mêmes FARDC filmées quelques minutes plus tôt en train de fraterniser avec les FDLR génocidaire de taxer des civils. Le film se clôt en Belgique, en caméra cachée, auprès de négociants exportant depuis Goma et Mombasa : ces intermédiaires bien réels, dont on ignore pourtant le rôle, de façon définitive, au « Rwanda des Tutsi ».

Une décennie plus tard, un jeune Américain de Vice s'aventure au Kivu pour [*The Congolese Tribes Selling Weed to Survive*](#) (2016), sur le commerce de la marijuana - commerce secondaire face aux puissants trafiquants de coltan. Le script se répète : parvenu jusqu'aux FDLR, il essuie soupçons, mensonges puis menaces directes, sous-titrées en kinyarwanda, les chefs le croyant venu enquêter sur les minerais qu'ils exploitent toujours, vingt-deux ans après leur prise de contrôle. **Vingt-deux ans après le génocide, donc, les FDLR occupent, tuent et pillent encore, sans action ni déclaration éclairée des structures internationales des « droits de l'Homme ».** À la 15^e minute, Daniel Ruiz, chef du bureau de la MONUSCO à Goma, l'affirme sans ciller : les FDLR sont le groupe le plus dangereux, « toute la guerre s'est articulée autour des FDLR », ils sont « la pierre angulaire du conflit en RDC ». Un jeune journaliste américain trouvait ainsi par hasard une vérité limpide, pourtant malmenée depuis la fin du génocide contre les Tutsi, par l'instrumentalisation des missions de paix de l'ONU.

Il n'y aura plus de reportages de cette qualité - avec leurs défauts et leurs œillères - puisqu'ils participent aussi à trois décennies de construction anti-Tutsi, et que la parole d'un « expert » européen y pèse toujours plus lourd que celle d'un Africain. Les archives n'en restent pas moins précieuses. Récemment, [*TF1 s'est essayée au sujet de la manière catastrophique*](#), son investigatrice postulant que « madame Michu » n'avait pas besoin des antécédents historiques du Kivu : un documentaire au goût de *trafficking porn* d'où l'on ressort avec l'idée qu'en terre noire, tout le monde serait cupide et essentiellement mauvais, sans idéologie aucune ni continuité du génocide - puisqu'elle, pensée, elle, serait essentiellement blanche.

Le coltan était donc propre ?

Une seule conclusion s'impose. S'il est avéré que l'exploitation minière par les génocidaires ne dérange personne, mais que celle - supposée et maintes fois déclarée - jamais matériellement prouvée - du M23 relié d'autorité au Rwanda déclenche colère et indignation, **alors il était plus commode de faire des affaires avec les FDLR qu'avec ceux qui ont voué leur vie à les combattre.**

Les FDLR ont contrôlé ou taxé l'extraction pendant près de 30 ans. Sans aucune campagne de Global Witness ou de Human Rights Watch nommant Apple, Microsoft ou Sony. **Aucun « où allait le coltan ? ».** Le M23 prend la mine à la mi-2024 : en novembre, d'un an, enquêtes majeures, marques citées, indignation planétaire. Le coltan était donc propre quand des génocidaires l'extrayaient ?

Le cadre « minerais de conflit » s'applique donc de façon sélective. Il ne s'active pas selon la nature du groupe armé, ni selon l'ampleur des violences, mais selon la cible politique visée. Quand la cible est le Rwanda et le M23, la chaîne d'approvisionnement devient traçable, scandaleuse, digne qu'on nomme les grandes marques. **Quand les profiteurs sont des génocidaires, elle demeure opaque, dépolitisée, rangée sous l'étiquette du « conflit africain » générique : le problème de personne, dans le smartphone de personne.**

L'opération est hautement idéologique.

D'abord, elle assainit les FDLR : près de trente ans d'extraction par des auteurs de génocide n'ont jamais constitué une crise de la consommation, ce silence les protège et naturalise leur présence en RDC comme un bruit de fond organique.

Ensuite, elle criminalise la réponse sécuritaire du Rwanda tout en effaçant ce qui a créé l'insécurité - l'échec, ou le refus, de désarmer les FDLR pendant trois décennies - condition de possibilité de tout ce qui se joue aujourd'hui.

Elle réactive aussi la logique hamitique : les forces associées au Rwanda et aux Tutsis sont présentées en envahisseurs pillant les ressources du Congo - le langage exact du mythe hamitique -, quand les FDLR, génocidaires étrangers sur sol congolais, ne sont jamais.

Elle sert enfin l'extraction elle-même : taire la chaîne d'approvisionnement tant les FDLR la tiennent, c'est laisser des décennies de coltan bon marché irriguer le marchés mondiaux sans friction ; l'indignation ne surgit que lorsque le calcul se déplace.

C'est la confiscation de la Rubaya - non sa prétendue « exploitation » pour le cor des “ténébreux” M23 ou bien du Rwanda, coupable de s'être relevé seul et sans autorisation - **qui provoque la crise de nerfs généralisée des pouvoirs politiques narratifs du Nord global**, alliés des gloutonnes élites congolaises. Un fait à méditer pour réorienter d'urgence tout débat sur cette région malmenée du monde.

Thanks for reading! Subscribe for free to receive
new posts and support my work.

Type your email...	Subscribe
--------------------	-----------



4 Likes · 2 Restacks

Discussion about this post

Comments Restacks



Write a comment...